

*Assurance-chômage—Loi*

Si je tenais à le signaler, c'est que je trouve fascinant jusqu'à quel point le parti libéral, maintenant qu'il fait partie de l'opposition, se comporte différemment de l'époque où il constituait le gouvernement. De nos jours, les Canadiens exigent de leurs partis politiques de plus en plus d'esprit de suite. Ils aiment bien que ceux-ci soient fidèles à leurs promesses.

Que nous révèle ce projet de loi au sujet du gouvernement actuel? Puisque celui-ci a décidé de ne reconduire la norme variable d'admissibilité que pendant une année seulement, ce ne sont là que des miettes qui tombent de la table du riche, une sucette pour tranquilliser les chômeurs et les pauvres. Ce faisant, le gouvernement démontre qu'il est prêt à leur en donner juste assez pour les faire tenir tranquilles. Il n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit pour réformer le système et le rendre plus satisfaisant, préférant ne donner qu'une sucette aux chômeurs. Le gouvernement cherche à maintenir le *statu quo*. Evidemment, la philosophie conservatrice favorise toujours le maintien du *statu quo*. Elle ne va pas susciter un gouvernement activiste, prêt à s'attaquer aux problèmes difficiles et à trouver de véritables solutions, de façon à instaurer une société qui soit plus humaine. Elle lui enjoint seulement d'endiguer la marée et d'accorder juste un petit quelque chose, de façon à pouvoir prétendre qu'il a agi.

C'est déplorable. Nous avons partout au Canada des taux de chômage élevés. Ces temps-ci, ils se situent aux environs de 8 p. 100, ce qui ne semble pas beaucoup, étant donné qu'ils ont déjà été beaucoup plus élevés. Cependant, d'autres pays ont trouvé le moyen de donner des emplois à une proportion beaucoup plus grande de leurs citoyens. Ainsi, en Suède, le taux de chômage est de 2 p. 100. Même chose en Norvège.

Pourquoi donc les gouvernements canadiens ne parviennent-ils pas à relever le défi de fournir des emplois à tous les chômeurs? En bref, c'est simplement parce que le gouvernement veut maintenir le *statu quo*. Il n'est pas prêt à se poser le genre de questions qu'il faut se poser sur ses politiques et sur le système économique pour trouver les solutions qui mèneraient au plein emploi.

Le plein emploi est important parce que l'augmentation du chômage entraîne celle de la pauvreté. Nous voyons le spectre des sans-abri sur nos écrans de télévision. Nous avons beaucoup plus de preuves visibles de la présence de la faim dans notre société. Nous apprenons aussi régulièrement qu'un bon cinquième de notre population sont des illettrés fonctionnels qui ne savent ni lire ni écrire assez bien pour détenir un bon emploi dans une société moderne.

Ce sont des problèmes importants et pourtant le gouvernement se contente de dire qu'il prolongera la norme variable d'admissibilité pour une autre année. C'est un geste symbolique et complètement inadéquat. Il prouve qu'on ne reconnaît pas qu'il y a aujourd'hui une grave crise du chômage, de la pauvreté, de la faim et du logement.

Je tiens à rappeler aux gens qu'au cours des cinq à 10 dernières années une nouvelle philosophie politique est apparue. Elle commence à être un peu usée sur les bords, mais elle domine le discours politique. De quoi s'agit-il? Il s'agit du néo-conservatisme ou de la réapparition de l'attitude selon laquelle rien ne vaut le *statu quo*. C'est la résistance au changement

social. C'est le manque d'intérêt pour les programmes sociaux et le refus d'agir. Cette philosophie est importante parce qu'elle se reflète dans la politique gouvernementale ou plutôt dans l'absence de politique gouvernementale.

Je tiens aussi à rappeler aux Canadiens que c'est tout à fait l'attitude qu'adoptaient R.B. Bennett pendant la Dépression et Herbert Hoover, président des États-Unis, au début de la Dépression. La Dépression, durant laquelle la vaste majorité des citoyens a beaucoup souffert, a donné naissance à une nouvelle classe de dirigeants politiques qui ont pu donner de l'espoir à la population en utilisant tous les moyens disponibles pour s'attaquer aux problèmes du moment et surtout au problème du chômage. Je pense ici à J.S. Woodworth, à Tommy Douglas et à Franklin Roosevelt aux États-Unis. Ces dirigeants disaient que quand un pays fait face à un problème, il doit agir. Au moment où Franklin Roosevelt a prononcé son deuxième discours inaugural, il avait déjà pris des mesures importantes, il avait redonné l'espoir aux gens et il avait commencé à expérimenter de nouvelles solutions pour résoudre les problèmes. Il a dit, cependant, à cette occasion qu'un tiers de la population restait mal logée, mal vêtue et mal nourrie. C'était il y a un demi-siècle et c'est toujours vrai aujourd'hui.

• (1240)

Il est temps que nous reprenions le flambeau de Roosevelt, des J.S. Woodworth et des Tommy Douglas et que nous nous promettons à nouveau de nous donner un gouvernement activiste qui travaille à satisfaire les besoins humains fondamentaux des Canadiens moyens. Bien que les statistiques officielles disent que nous avons 8 p. 100 de chômage dans notre pays, il y en a presque 50 p. 100 à Terre-Neuve et 80 à 90 p. 100 dans les réserves indiennes. Quand nous songeons au gaspillage humain que représente la vie dans une localité frappée de chômage à 80 ou 90 p. 100, nous devons nous rendre compte qu'il est temps d'agir et de renouveler nos engagements.

J'évalue à près de 30 p. 100 le taux de chômage régnant dans ma circonscription de Winnipeg Nord Centre. Il s'agit d'une évaluation prudente qui s'appuie sur un sondage effectué auprès des parents qui ont des enfants à l'école. Seuls les enseignants ont eu le courage d'essayer de connaître le niveau de chômage dans la communauté. Les enseignants voulaient savoir pourquoi les enfants arrivaient affamés à l'école et pourquoi ils avaient à déménager trois ou quatre fois par année à cause de conditions inadéquates de logement attribuables à la faiblesse des revenus. Ces parents n'ont pas un emploi suffisant pour pourvoir aux besoins de leurs enfants dans une société moderne et industrialisée.

Il est temps pour nous de relever le flambeau et de réitérer notre engagement à réaliser un changement social qui nous permette de répondre aux besoins fondamentaux de l'homme. Ce n'est qu'une fois qu'ils ont satisfait leurs besoins de base en matière d'alimentation, d'habillement et de logement que les gens commencent à réaliser leur potentiel. Le gouvernement et les dirigeants politiques doivent se préoccuper de donner aux gens la possibilité de réaliser leur potentiel humain et de donner à la société la possibilité d'acquiescer davantage le sentiment de former une communauté.